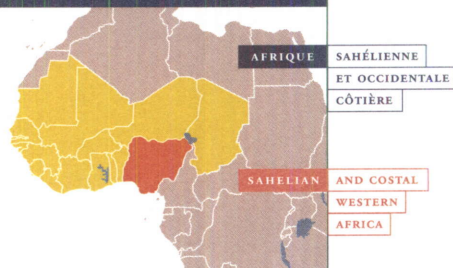


# NIGERIA



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	310 \$ (1993)
Exportations	11863 mio \$ (1993)
<i>pétrole</i>	90 %
Service de la dette / exportations	29,4 % (1992)

## Indicateurs sociaux

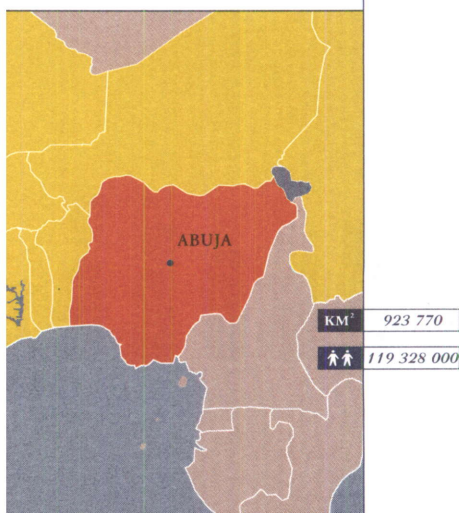
Taux de croissance de la population	3,13 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	71 % (1993)
Taux d'urbanisation	38 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	310 \$ (1993)
Exports	11863 mio \$ (1993)
<i>oil</i>	90 %
Debt service / exports	29.4 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	3.13 % (1990-1995)
Primary schooling rate	71 % (1993)
Urbanization rate	38 % (1993)



LE NIGERIA est le plus grand Etat de l'Afrique Occidentale Côtère. Situé dans le Golfe de Guinée, il comprend de nombreux types d'habitats, allant des forêts tropicales dans le sud du pays au semi-désert du nord.

Indépendant depuis 1960, le Nigeria est devenu l'un des pays les plus peuplés du monde: un Africain sur cinq est Nigérian, et d'ici l'an 2025, la population du pays pourrait excéder les 200 millions de personnes, dont plus de 70 % vivant en zone urbaine. Le pays comprend plus de 250 groupes ethniques, dont trois sont dominants.

Le Nigeria possède d'importantes ressources naturelles. La découverte de pétrole au début des années 60, dans le sud du pays, a entraîné un boom économique et des investissements considérables dans le secteur industriel. Toutefois, la chute des prix du pétrole et la forte diminution des revenus pétroliers qui s'ensuivit, ont eu un impact négatif majeur sur l'économie du pays. L'économie nigériane exerce une très grande influence sur la région ouest-africaine: 80 % environ des produits commercialisés en Afrique occidentale proviennent du pays.

La complexité des structures ethniques et économiques du Nigeria est à la base d'un grand nombre de problèmes politiques. Le pays n'est pas encore parvenu à mettre en place un régime démocratique stable, ses trente ans d'indépendance étant jusqu'à ce jour marqués par une succession de régimes militaires.

L'Union Européenne est, traditionnellement, le plus grand importateur des produits du Nigeria. Les quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975 ont alloué au pays plus d'un milliard d'écus, dont à peu près 640 millions sous forme d'aide programmable, et plus de 420 millions d'écus sous forme de prêts sur ressources propres de la Banque Européenne d'Investissement.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (365 millions d'écus) est l'un des plus importants jamais signés avec un pays ACP. Ces ressources sont utilisées en priorité pour le développement des ressources humaines, la conservation et la protection de l'environnement en liaison avec le développement de l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable, et la formation et l'appui au développement institutionnel. Le programme de coopération institutionnelle est le plus important de tous les pays ACP.

La détérioration du climat politique et économique en 1994 a été à l'origine de difficultés dans l'exécution des projets. Par conséquent, un nombre limité de révisions ont été introduites au début 1995, à l'occasion du réexamen des programmes en cours. De plus, s'agissant de l'identification de nouveaux projets et programmes, une série de lignes directrices de l'UE s'appliquant aux futurs projets et programmes de coopération au Nigeria (qui seront principalement axés sur la lutte contre la pauvreté), ont été adoptées fin 1994.

La BEI a déjà engagé 130 millions d'écus de ressources propres au titre de Lomé IV, en faveur du développement des secteurs de l'énergie, des petites et moyennes entreprises, de l'industrie agro-alimentaire ainsi que d'autres secteurs productifs.

Au niveau régional, le Nigeria a bénéficié de subventions régionales du FED pour le programme panafricain "peste bovine", un programme de Télécommunications Aéronautique par Satellite, la recherche agronomique et la lutte contre l'érosion des côtes.

NIGERIA is the largest West African coastal state. It is located on the Gulf of Guinea, and encompasses a very wide diversity of habitats, ranging from tropical rain forests in the South, to semi-desert in the extreme North.

Independent since 1960, Nigeria has become one of the most populous countries in the world : one in five Africans is Nigerian, and by the year 2025, its population is expected to exceed 200 million people, with over 70 % based in urban areas. There are over 250 ethnic groupings, of which three are dominant.

Nigeria has abundant natural resources. The discovery of oil in the early 1960s, in the South, led to an economic boom and considerable investment in the industrial sector. However, the collapse of oil prices, and the consequent fall in oil incomes, has had a major negative impact on the economy. The Nigerian economy has great influence on the West Africa region: around 80 % of the products sold in the West Africa region originate in Nigeria.

The complexity of its ethnic and economic base has created many political problems. To date, Nigeria has not yet succeeded in establishing a stable democratic system, its 30 years of independence being dominated by successive military regimes.

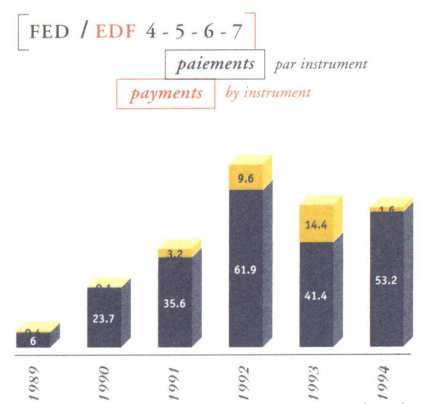
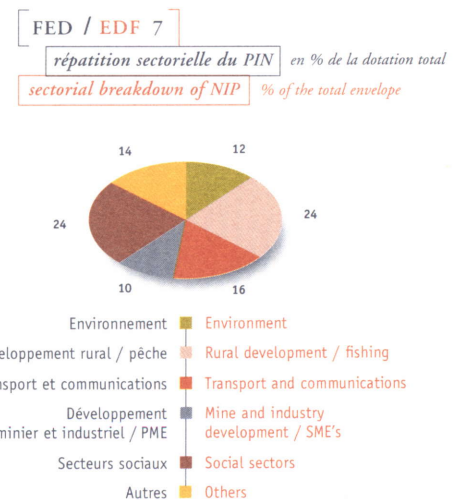
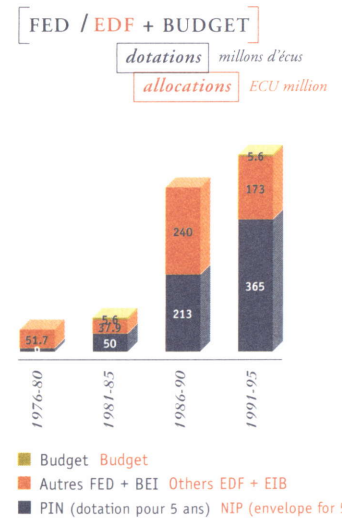
The European Union has traditionally been the largest importer of Nigerian goods. Under the four successive Lomé Conventions since 1975, Nigeria has been allocated a total of over ECU 1 billion, of which approximately ECU 640 million is in the form of programmed grant aid, and over ECU 420 million in the form of loans managed by the European Investment Bank.

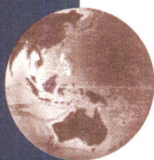
Its Lomé IV National indicative programme (ECU 365 million) is one of the largest received by an ACP country. These resources are focused on human resources development, conservation and protection of the environment in connection with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional cooperation programme is the largest of any ACP country.

The degradation of the political and economic climate during 1994 led to difficulties in project implementation. As a result, a limited number of revisions were introduced in early 1995, combined with a review of on-going programmes. In addition, as regards the identification of new projects and programmes, a set of EU guidelines to be applied to future development cooperation projects and programmes in Nigeria was approved in late 1994. These focus primarily on poverty alleviation.

Under Lomé IV, the EIB has already committed ECU 130 million from its own resources for the development of the energy sector, small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors.

At a regional level, Nigeria has benefited from regional EDF funds allocated for the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.





# PAPUA - NEW GUINEA



PACIFIQUE

PACIFIC

LA PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE comprend la moitié de l'île de Nouvelle-Guinée et quelques 600 autres îles au nord et à l'est. La diversité du pays s'illustre par le fait que près de 700 langues y sont parlées. La Papouasie Nouvelle-Guinée est indépendante depuis 1975.

Le pays est très riche en ressources naturelles, mais son essor économique a été entravé par plusieurs facteurs. Plus des deux tiers de la population, qui connaît une forte croissance, est analphabète. Le terrain est accidenté et le manque de routes reliant les provinces rend les coûts de transport élevés. Le conflit armé qui a éclaté autour de la mine de cuivre de Bougainville (qui avant sa fermeture contribuait pour 10 % au PIB et pour 36 % aux recettes d'exportation) a eu des implications importantes dans la vie économique et politique du pays.

La Papouasie Nouvelle-Guinée est devenue membre de la Convention de Lomé en 1978 et l'Union européenne en est le second donateur après l'Australie. Sous Lomé I, II et III les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) se sont élevés à 67,5 millions d'écus, attribués en majeure partie à l'amélioration de l'infrastructure routière. Parmi les autres secteurs de développement sont compris: le développement rural (microprojets, élevage et énergie), ainsi que la formation et le commerce. Une subvention de 30 millions d'écus du fonds du Sysmin sous Lomé III a été utilisée en priorité pour l'amélioration et la réhabilitation des ponts et des routes.

Sous Lomé IV, 40 millions d'écus ont été alloués au titre du PIN. S'y ajoutent à ce jour 17,2 millions d'écus, alloués en appui à l'ajustement structurel. En 1994, 5 millions d'écus supplémentaires issus du budget UE ont été alloués à un projet de gestion et de conservation durable de la forêt tropicale. Pour le PIN, les deux secteurs privilégiés sont le développement des ressources humaines et le développement rural. Un des principaux projets du premier secteur est axé sur l'amélioration de l'infrastructure de l'enseignement des deuxième et troisième cycles. Dans le second secteur, sont envisagées, entre autres, des actions en faveur de la protection de l'environnement, comme par exemple un projet de surveillance écologique des mines.

Depuis Lomé I, les transferts Stabex se sont élevés à plus de 230 millions d'écus, dont 72 millions au cours des quatre premières années de Lomé IV, permettant de compenser les pertes des exportations de café, cacao, huile de palme et dérivés de noix de coco.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue, jusqu'à présent, pour 18 millions d'écus, dont 16 millions sur ses ressources propres, ce qui porte à un peu plus de 100 millions d'écus le montant total des prêts accordés, sous cette forme, depuis la première Convention.

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1120 \$ (1993)
Exportations	2649 mio \$ (1993)
or	43 %
cuivre	18 %
Service de la dette / exportations	31,6 % (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,29 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	73 % (1993)
Taux d'urbanisation	15,8 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	1120 \$ (1993)
Exports	2649 mio \$ (1993)
gold	43 %
copper	18 %
Debt service / exports	31.6 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.29 % (1990-1995)
Primary schooling rate	73 % (1993)
Urbanization rate	15.8 % (1990)



PORT MORESBY

KM<sup>2</sup> 462 840

3 922 000

PAPUA NEW GUINEA comprises the eastern half of the island of New Guinea and some 600 other islands to the North and East. Its diversity is illustrated by the fact that approximately 700 languages are spoken. Papua New Guinea gained independence in 1975.

The country is very rich in natural resources, but economic growth have been hampered by several characteristics. Less than one third of Papua New Guinea's fast-growing population is literate. The rugged terrain and absence of an inter-provincial road network raises transport costs. The outbreak of armed conflict around the Bougainville copper mine (which contributed about 10 % of Papua New Guinea's GDP and some 36 % of export earnings before its closure) has had significant implications for the economic and political life of Papua New Guinea.

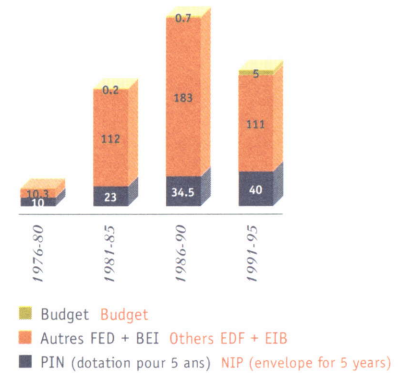
Papua New Guinea became a member of the Lomé Convention in 1978, and the European Union is now the most important donor after Australia. Under Lomé I, II and III the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of ECU 67.5 million, which have been mainly dedicated to improving road infrastructure. Other areas of cooperation include rural development (microprojects, livestock and energy), training and trade. An allocation of Sysmin funds (ECU 30 million) under Lomé III has been used primarily for road and bridges infrastructure and rehabilitation.

Under Lomé IV, ECU 40 million has been allocated from NIP, supplemented with ECU 17.2 to date for the structural adjustment support. In 1994, a further 5 million ECU were allocated from the EU budget for a sustainable forest management and conservation project. The NIP itself concentrates on two sectors: human resource development and rural development. A major project within the former covers infrastructure improvement on the secondary and tertiary education levels as well as training. The latter main sector is among other things geared to actions to protect the environment, including a project on the environmental monitoring of mines.

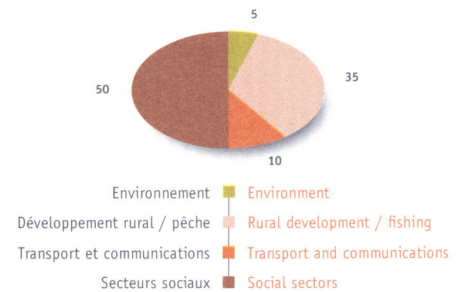
Stabex transfers totalling more than ECU 230 million have been made since Lomé I, including ECU 72 million for the four years of Lomé IV. These have helped to make up for the shortfalls in foreign export earnings from coffee, cocoa, palm oil and coconut products.

To date, under Lomé IV, ECU 18 million has been approved through European Investment Bank (EIB) intervention, of which ECU 16 million from its own resources. Since the first Convention, a little more than ECU 100 million has been allocated in this form.

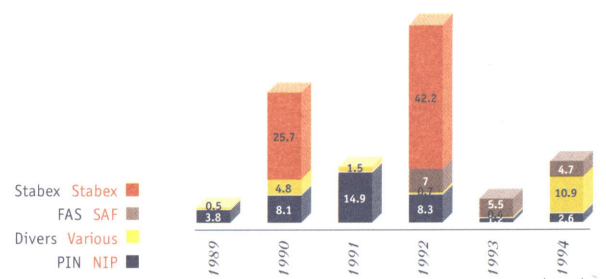
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



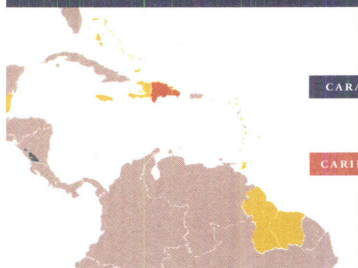
FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument



# REPÚBLICA DOMINICANA



CARIBBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1080 \$ (1993)
Exportations	3057 mio \$ (1993)
minerais	34 %
sucre	20 %
Service de la dette / exportations	13,3 % (1992)

## Indicateurs sociaux

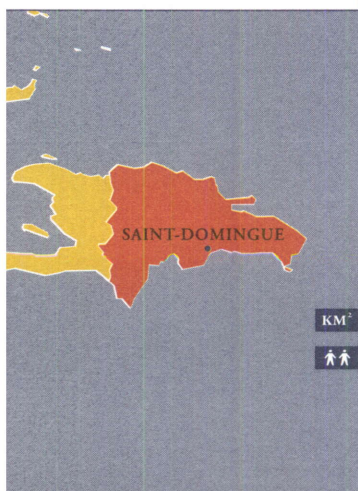
Taux de croissance de la population	1,98 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	95 % (1993)
Taux d'urbanisation	63 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	1080 \$ (1993)
Exports	3057 mio \$ (1993)
ore	34 %
sugar	20 %
Debt service / exports	13.3 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	1.98 % (1990-1995)
Primary schooling rate	95 % (1993)
Urbanization rate	63 % (1993)



KM<sup>2</sup> 48 730

7 608 000

LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE occupe les deux-tiers orientaux de l'ancienne île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti, et dispose d'une façade sur la Mer des Caraïbes et d'une autre sur l'Océan Atlantique.

Le pays a tardivement rejoint le Groupe des Etats ACP en adhérant en 1989 à la quatrième Convention de Lomé. Auparavant, la République Dominicaine a bénéficié de l'assistance européenne dans le cadre des relations de coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. Ainsi, de 1976 à 1989, elle a reçu une aide de près de 26 millions d'écus qui a été principalement consacrée à l'appui aux réformes agraires, à l'infrastructure sociale urbaine (distribution d'eau et d'électricité) et à la santé.

Le processus d'ajustement structurel engagé de 1991 à 1993 a eu des effets très positifs: libéralisation de l'économie, reprise de la croissance, réduction du déficit public, diminution de l'inflation. Après une interruption pendant la période électorale, la politique de stabilisation et de réformes structurelles a repris depuis les derniers mois de 1994. Les principales difficultés économiques actuelles du pays concernent la continuité de la croissance, la réduction du déficit extérieur, la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs sociaux et la poursuite des réformes structurelles.

Le premier Programme Indicatif National (PIN) du pays —celui de Lomé IV— s'élève à 85 millions d'écus. Les actions devant être financées avec ces ressources programmées concernent en grande partie un programme intégré de développement rural dans le nord-est du pays, et deux grands projets dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les autres financements portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique, la coopération culturelle, des programmes d'appui au secteur privé, de coopération décentralisée, de conservation des parcs, et de lutte contre le SIDA. Le soutien à l'ajustement structurel prend une place significative avec une allocation de plus de 31 millions d'écus, dont 23 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 8,5 millions provenant du PIN.

La République Dominicaine bénéficie également d'une aide de 23 millions d'écus au titre du Sysmin, qui vise à soutenir la mise en oeuvre d'un programme géologique et minier.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, en outre, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs, dont 18 millions d'écus sont déjà engagés au titre des capitaux à risques.

Sur les ressources budgétaires de l'Union européenne, des actions relatives à la fourniture d'une aide alimentaire et au cofinancement de projets avec des ONG (1,7 millions d'écus) ont également été soutenues.

THE DOMINICAN REPUBLIC makes up two thirds of the island formerly known as Hispaniola, which it shares with Haiti; one side faces onto the Caribbean and the other the Atlantic Ocean.

The country was late in joining the ACP States Group, at the fourth Lomé Convention in 1989. Before then, the Dominican Republic benefited from European aid as part of cooperation relations with Latin American developing countries. From 1976 to 1989, the country received almost ECU 26 million in aid; this was mainly to support agrarian reforms and urban social infrastructure (water and electricity distribution) and health care.

The structural adjustment reforms undertaken by the country since 1991, which focus on liberalising the economy, have had a very positive impact: recovery of the real GDP, substantially reduced public debt, and a considerable reduction in the inflation rate. The difficulties now faced by the country include the stimulation of economic growth, reduction of the trade balance deficit and recovery of the public spending level in the social sectors.

The first National Indicative Programme (NIP), under Lomé IV, amounts to ECU 85 million. Actions to be funded with the programmed resources are the protection and exploitation of natural resources and support for the health and education social sectors. The other projects financed are for the supply of technical assistance, cultural cooperation and the implementation of a support programme for the private sector. Support for structural adjustment plays a significant role, with an allocation of over ECU 31 million, of which ECU 23 million was from the Structural Adjustment Facility (SAF) and 8.5 million from the NIP.

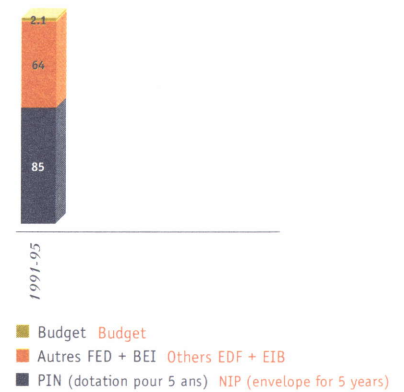
Under Sysmin, the Dominican Republic was allocated ECU 23 million to support the implementation of a geological and mining programme.

The European Investment Bank also might contribute, from the resources it manages, to the financing of projects in the production sectors, of which ECU 18 million has already been committed under risk capital.

From the European Union's budget resources, actions for the supply of food aid and NGO cofinancing projects (ECU 1.7 million) have also been supported.

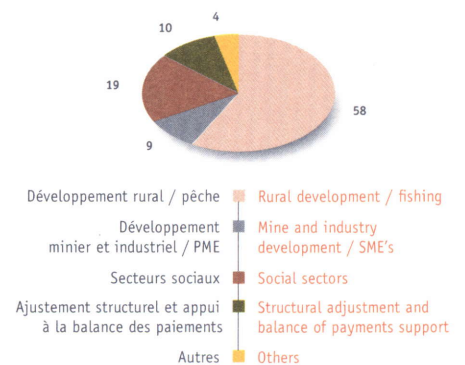
[ FED / EDF + BUDGET ]

dotations millions d'écus  
allocations ECU million



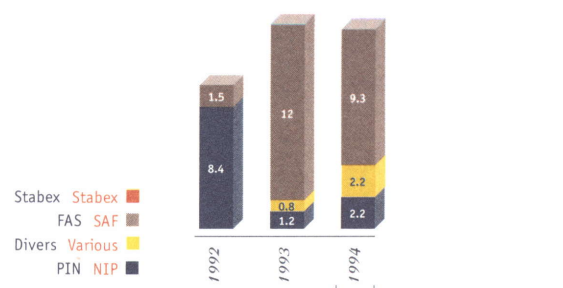
[ FED / EDF 7 ]

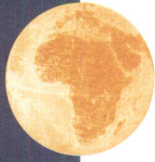
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



[ FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7 ]

paiements par instrument  
payments by instrument





# RWANDA

LE RWANDA est un petit pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants au km<sup>2</sup>), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1 300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962, par la persistance de graves conflits ethniques et politiques qui ont abouti, à certaines périodes, à des affrontements sanglants et à la guerre civile entre octobre 1990 et juillet 1994. Malgré la situation de paix actuelle, les quelques 2,2 millions de réfugiés dans les pays voisins constituent une lourde hypothèque sur l'avenir du pays.

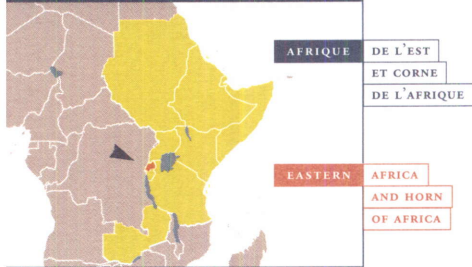
Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de 118 millions d'écus de ressources programmées et de 17,5 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS). En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui au PME, les microprojets et la protection de l'environnement.

La mise en oeuvre de ces programmes a cependant été ralentie et compromise par les conflits et les troubles qui traversent le pays.

Ces conflits et ces troubles, qui s'ajoutent à ceux du Burundi voisin, expliquent par ailleurs l'envergure de l'aide humanitaire allouée en faveur des 2,2 millions de réfugiés et à environ 400 000 personnes déplacées au Rwanda (182 millions d'écus entre avril 1994 et février 1995, et 34,5 millions d'écus d'aide alimentaire pour la même période).

Le Rwanda bénéficie aussi d'importantes ressources du Stabex: les transferts financiers sur la période 1991-1994 se sont élevés à 41 millions d'écus pour le thé et le café.



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	200 \$ (1993)
Exportations	92 mio \$ (1993)
café	69 %
thé	18 %
Service de la dette / exportations	5 % (1993)

## Indicateurs sociaux

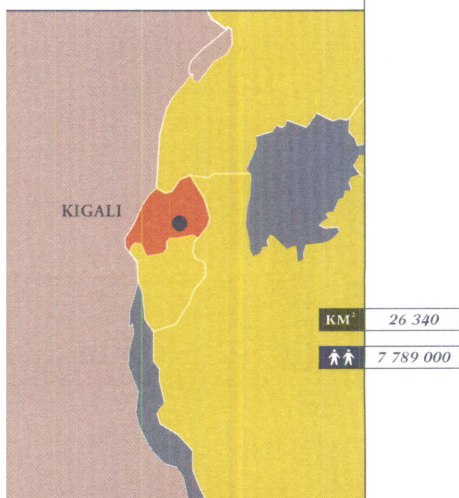
Taux de croissance de la population	3,4 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	71 % (1993)
Taux d'urbanisation	6 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	200 \$ (1993)
Exports	92 mio \$ (1993)
coffee	69 %
tea	18 %
Debt service / exports	5 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3,4 % (1990-1995)
Primary schooling rate	71 % (1993)
Urbanization rate	6 % (1993)



RWANDA is a small, landlocked and densely populated country (more than 285 inhabitants per km<sup>2</sup>). Its regular rainfall and high altitude (average 1 300m) make it a verdant one. The Rwandan economy is based on agriculture, its main products being food crops, tea and coffee. However, its landscape and the fact that it is landlocked, oblige it to concentrate development efforts in the transport and communications sector.

Like its neighbour Burundi, Rwanda's history has been marked, since its independence in 1962, by continual serious ethnic and politic confrontations which have at times led to bloody conflicts, and to the civil war between October 1990 and July 1994. Despite the present peace situation, the 2.2 million or so refugees in the neighbouring countries represents a heavy burden for the country's future.

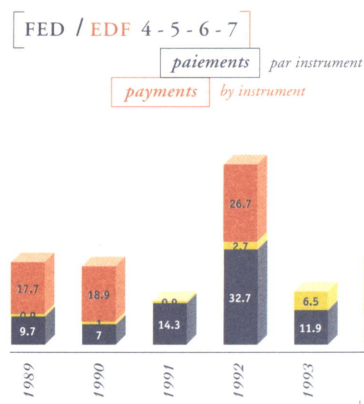
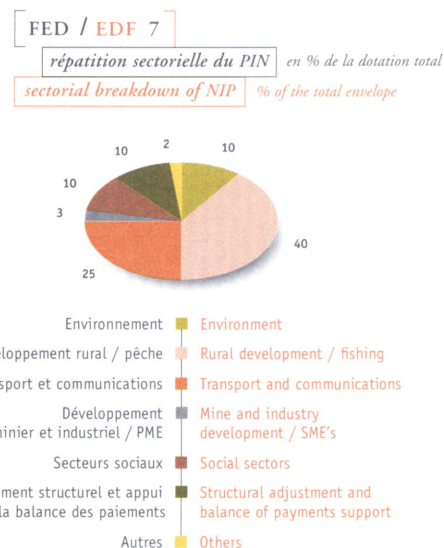
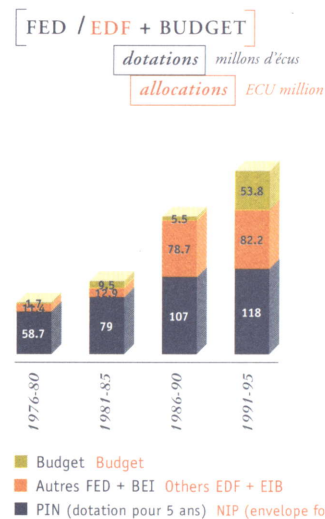
Since 1958, cooperation with the European Union has concentrated on the areas of rural development (food strategy, development of high-quality export crops, social infrastructures) and transport. Particular attention has been given to networks linking isolated provinces to the country's two large roads, the Northern and Central Corridors.

In the framework of Lomé IV, Rwanda was granted ECU 118 million in programme resources and ECU 17.5 million under the Structural Adjustment Facility. Moreover, ECU 14 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Other areas earmarked by the Lomé IV National Indicative Programme are the fight against AIDS, support for decentralisation, support for SMEs, microprojects and environmental protection.

The implementation of these programmes has slowed down, however, and is threatened by the fighting and myriad troubles across the country.

These conflicts and the ensuing problems, added to those of neighbouring Burundi, explain the scale of humanitarian aid allocated for the 2.2 millions of refugees and 400 000 displaced persons in Rwanda (ECU 182 million from April 1994 to February 1995 and ECU 34.5 million in food aid on the same time).

Rwanda has also received substantial Stabex funds; transfers between to 1991 and 1994 amounted to ECU 41 million for tea and coffee.



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included





# SAINT KITTS AND NEVIS

L'ÎLE DE SAINT-KITTS et celle de Nevis forment un état fédéral. Le pays est devenu pleinement indépendant en 1983, après 16 années d'autonomie en association avec le Royaume Uni.

Malgré l'importance de la production de sucre, en régression depuis le début des années 80, l'économie de Saint-Kitts et Nevis a connu un haut niveau de croissance. Cette prospérité est due à la diversification entreprise à cette même période vers les secteurs du tourisme et des produits manufacturés. Elle est cependant fragilisée par les contraintes caractéristiques des petites îles: marché intérieur et ressources étroites, dépendance vis à vis de l'extérieur, ainsi que par les aléas climatiques (ouragans et sécheresses).

Saint-Kitts et Nevis a bénéficié de Lomé I et II en tant que Pays et Territoire d'Outre-Mer (PTOM) pour un montant de près de 4 millions d'écus. Sous Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) a fourni une allocation de 3,5 millions d'écus. Les aides ont été principalement axées sur l'infrastructure sociale, avec notamment la construction d'écoles primaires et de centres sociaux, ainsi que l'aménagement d'un système de distribution d'eau.

Saint-Kitts et Nevis a également reçu des aides d'urgence à la suite des violentes tempêtes de 1980 et de l'ouragan Hugo en 1989.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 2,5 millions d'écus est consacré pour environ 80% au développement du secteur de la santé. Un million d'écus a été, en outre, prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risque.

Saint-Kitts et Nevis exporte la majorité de son sucre vers l'Union Européenne sous le Protocole Sucre.



CARAIËBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	4470 \$ (1993)
Exportations	40 mio \$ (1993)
sucre	38 %
Service de la dette / exportations	2,4 % (1992)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	-0,5 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	98 % (1992)
Taux d'urbanisation	51 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	4470 \$ (1993)
Exports	40 mio \$ (1993)
sugar	38 %
Debt service / exports	2.4 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	-0.5 % (1980-1990)
Primary schooling rate	98 % (1992)
Urbanization rate	51 % (1993)



KM<sup>2</sup> 360

41 000

SAINT KITTS AND NEVIS is a federal state. It achieved full independence in 1983, after 16 years self-government as an associated state of the United Kingdom.

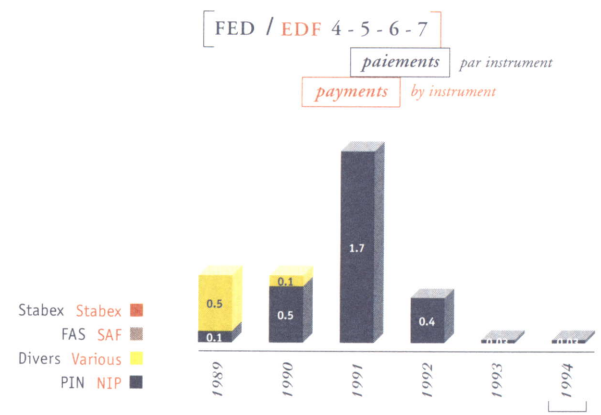
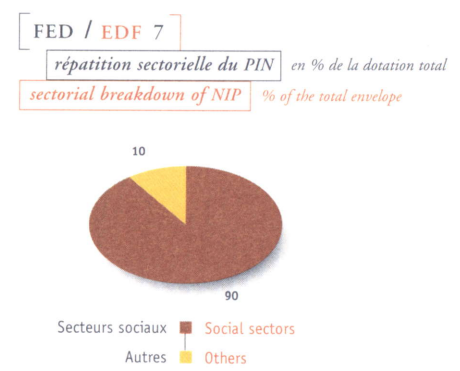
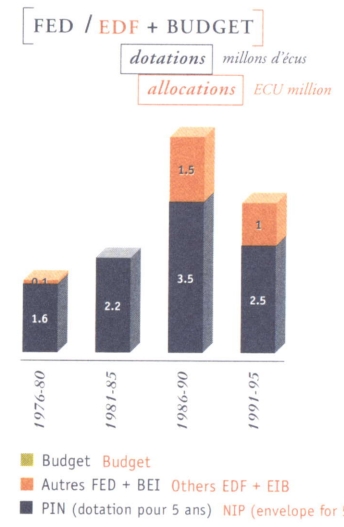
Despite the importance of sugar production, which has been in decline since the beginning of the 1980s, the economy of St Kitts and Nevis has been through a period of strong growth. This prosperity is due to diversification undertaken at the same time in the tourism and manufactured goods sectors. However, the economy has been weakened by limitations typical of small islands: limited domestic market and resources, dependence on the outside world, as well as climatic risks (storms and droughts).

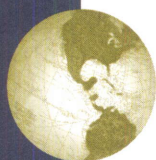
St Kitts and Nevis received almost ECU 4 million from Lomé I and Lomé II, as an Overseas Country and Territory (OCT). Under Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) allocated ECU 3.5 million. The assistance was mainly for social infrastructure, including in particular the construction of primary schools and social centres, as well as the improvement of the water distribution system.

St Kitts and Nevis received emergency aids, following violent storms in 1980 and Hurricane Hugo in 1989.

Under Lomé IV, some 80 % of the ECU 2.5 million National Indicative Programme was allocated for the development of the health service. Moreover, ECU 1 million may be made available through EIB intervention in the form of risk capital.

St Kitts and Nevis exports the majority of its sugar to the European Union, under the Sugar Protocol.





# SAINT-LUCIA

SAINTE LUCIE est le pays le plus peuplé de l'organisation des Etats de l'Est des Caraïbes (OECS). Indépendant depuis février 1979, Sainte Lucie présente de bonnes performances économiques depuis 1982.

A la fin des années 1980, Sainte Lucie a enregistré une forte croissance en PNB réel, due à une expansion soutenue de la production bananière, combinée au dynamisme du secteur touristique. Les problèmes rencontrés dans le secteur de la banane, à partir de 1993, à la suite de la mise en place du Marché Unique, ont conduit à mettre l'accent sur l'agriculture non-traditionnelle comme l'arbre à pain, le poivre et les mangues. Une politique de contrôle des naissances a également été mise en place.

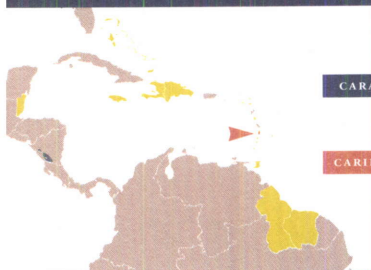
Depuis 1976, Sainte Lucie a bénéficié directement de 12,9 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I, II et III. Ils ont été consacrés à la diversification de l'agriculture et à l'amélioration de l'infrastructure rurale, notamment en regard de l'irrigation. L'infrastructure routière et l'enseignement ont également bénéficié du PIN.

Sainte Lucie a aussi reçu un financement Stabex (4,2 millions d'écus sous Lomé IV) lors de la baisse importante des revenus d'exportation de la banane, ainsi que des aides d'urgence à la suite des ouragans de 1980, 1983 et 1994 (plus d'1 million d'écus).

Le PIN de Lomé IV (5 millions d'écus) est centré sur la modernisation de l'Hôpital Victoria, l'agriculture et le développement rural (1,55 millions d'écus pour le projet le développement de la Vallée de Mabouya). 750 000 écus ont été également alloués au pays pour un programme de formation.

En outre, un montant de 1,5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Sainte Lucie figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (1,2 millions d'écus déjà engagés).



CARAÏBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	3040 \$ (1993)
Exportations	133 mio \$ (1993)
bananes	55 %
Service de la dette / exportations	3,5 % (1992)

## Indicateurs sociaux

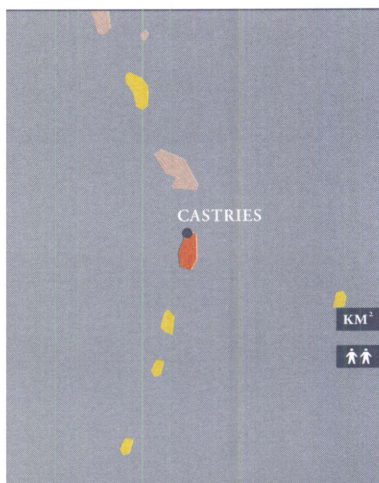
Taux de croissance de la population	1,5 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	45 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	3040 \$ (1993)
Exports	133 mio \$ (1993)
bananas	55 %
Debt service / exports	3.5 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	1.5 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	45 % (1993)



CASTRIES

KM<sup>2</sup> 620

↑↑ 139 000

SAINT LUCIA is the most populated country of the Organisation of the East Caribbean States (OECS). Independent since February 1979, Saint Lucia has an economic performance that has remained strong since 1982.

During the late 1980s, Saint Lucia recorded strong growth in real GNP, provoked by steady expansion in banana output combined with the dynamic performance of the tourism sector. Problems with the banana sector, these last years, increased the importance of non traditional agricultural commodities, such as breadfruit, pepper, and mangoes.

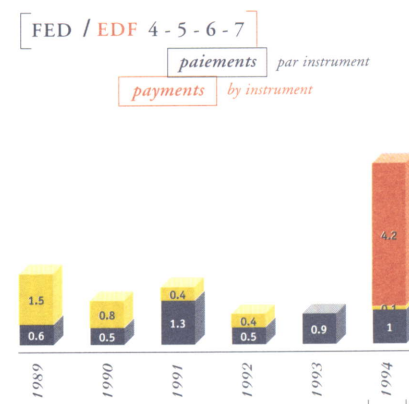
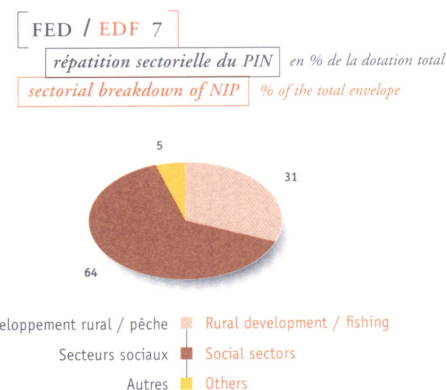
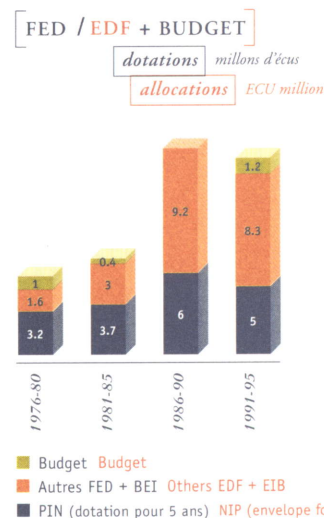
Since 1976 Saint Lucia has directly benefited from ECU 12.9 million under Lomé I, II and III National Indicative Programmes (NIP). These were devoted to agricultural diversification, notably regarding irrigation. Road infrastructure and education also benefited from NIP resources.

Saint Lucia also received financing under the Stabex scheme (ECU 4.2 million under Lomé IV), when banana export earnings decreased sharply, and emergency assistance following 1980, 1983 and 1994 Hurricanes (over ECU 1 million).

Lomé IV NIP (ECU 5 million) is focused on the upgrading of the Victoria Hospital, on agriculture and rural development (ECU 1.55 million for the further resettlement of the Mabouya Valley). ECU 750 000 has also been allocated for a training programme.

Moreover, ECU 1.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Saint Lucia's banana sector (ECU 1.2 million already committed) in helping to improve productivity and quality.





# SAINT VINCENT AND THE GRENADINES

SAINT VINCENT et Les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous la menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

Depuis le milieu des années 80, le gouvernement doit faire face à une série de difficultés, dont le déficit des finances publiques, et de défis comme la création d'un climat favorable à l'investissement, la réforme agraire et la diversification de l'agriculture. Bien que l'économie ait enregistré des taux de croissance exceptionnels entre 1985 et 1989, la croissance moyenne réelle s'est ralentie, et les premières années de 1990 laissent apparaître un taux élevé de chômage et un manque de personnel administratif et technique.

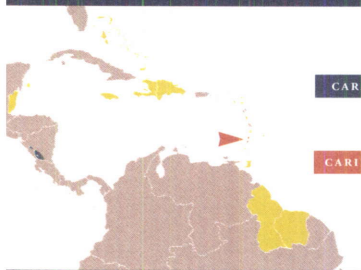
L'agriculture de rente, et particulièrement la culture de la banane, est le principal secteur d'activité économique qui fait traditionnellement vivre des milliers de petits agriculteurs. L'exportation des bananes vers le marché européen, sur la base du Protocole spécial de Lomé qui garantit une situation préférentielle aux exportateurs traditionnels ACP, domine très largement les exportations nationales, et constitue une source de devises non négligeable pour le pays. Toutefois, les changements intervenus dans le secteur de la banane en 1993, à la suite du Marche unique européen, ont conduit le gouvernement — comme dans nombre d'autres îles de la région — à mettre l'accent sur la promotion de la diversification agricole et le tourisme.

Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié de plus de 20 millions d'écus d'aide, qui ont servi à mettre en oeuvre des projets dans trois secteurs de concentration: la santé, le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures de transport (routes, aéroport). Un petit projet dans le secteur du tourisme a également reçu un appui sous Lomé III.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, qui s'élève à 5 millions d'écus, place le développement rural en tête des secteurs d'intervention prioritaires (3 millions d'écus). Des fonds seront aussi consacrés à l'extension de l'hôpital de Kingstown, au financement d'installations supplémentaires en faveur de l'enseignement secondaire, à des actions de promotion du tourisme ainsi qu'à la protection de l'environnement.

Un montant de 5 millions d'écus a, en outre, déjà été approuvé pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

Saint Vincent et les Grenadines figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (0,2 millions d'écus déjà engagés).



CARAÏBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	2130 \$ (1993)
Exportations	110 mio \$ (1993)
bananes	54 %
Service de la dette / exportations	3,6 % (1992)

## Indicateurs sociaux

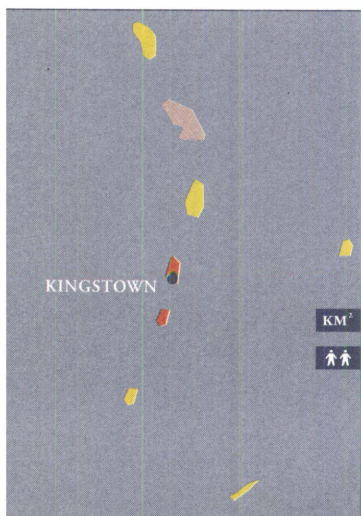
Taux de croissance de la population	1,2 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	21 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	2130 \$ (1993)
Exports	110 mio \$ (1993)
bananas	54 %
Debt service / exports	3.6 % (1992)

## Social indicators

Population growth rate	1.2 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	21 % (1993)



KINGSTOWN

KM<sup>2</sup> 390

110 000

SAINT VINCENT and The Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest, Saint Vincent, lives under the threat of the volcano La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

Since the mid-1980s, the Government has been facing a series of difficulties, including the public finance deficit, and challenges, such as establishing a favourable climate for investment, land reform and agricultural diversification. Although the economy registered exceptional growth rates between 1985 and 1989, real growth slowed afterwards, and since 1990 there has been a high level of unemployment and a lack of skilled technical and administrative personnel.

Cash crop farming, in particular bananas, is the main sector of the economy providing a living for thousands of small farmers. Banana exports to the European market, under the Lomé special Protocol which guarantees a preferential situation to traditional ACP exporting countries, largely dominates national exports and provides the country with a substantial source of foreign currencies. However, changes in the bananas sector following the 1993 Single European Market have led the Government —like many other islands in the region— to emphasis the promotion of agricultural diversification and tourism.

Under the first three Lomé Conventions, the country benefited from more than ECU 20 million in aid, which was used to implement projects in three main sectors: health, agricultural and rural development as well as transport infrastructure (road, airport). A small project in the tourist sector was also given support under Lomé III.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP), which was allocated ECU 5 million, focuses on rural development as the first priority sector of intervention (ECU 3 million). These funds are also devoted to the financing of the Kingstown Hospital expansion, the provision of additional secondary education facilities, tourism promotion and protection of the environment.

Moreover, ECU 5 million has already been approved by the European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Saint Vincent and the Grenadines's banana sector (ECU 0.2 million already committed) in helping to improve productivity and quality.

